

La présence et l'influence des lobbies américains à Bruxelles.

La présence des institutions européennes fait de Bruxelles l'un des plus importants centres de décision au monde, 80% des lois nationales des Etats membres étant issues des directives et des lois européennes. On comprend alors mieux que Bruxelles soit la deuxième capitale mondiale du lobbying après Washington. On estime à 15000 le nombre de lobbyistes qui y exercent, et entre 2500 et 3000 le nombre de groupes d'intérêts qui pratiquent le lobbying à Bruxelles, parmi lesquels 70% défendent des intérêts privés. Or les intérêts américains semblent y être autant pris en compte que ceux des Etats membres. La puissance des groupes de pression américains dans la capitale européenne est aujourd'hui un élément essentiel des relations transatlantiques. Comment les Etats-Unis ont-ils su poser les jalons du modèle de Washington DC au siège de l'Union Européenne, pour passer d'une position d'outsider à celle de « quasi-insider » ? Et quels sont les enjeux concernant la démocratie au sein des processus législatifs et décisionnels de l'Union ?



Pour bien comprendre comment s'est ancré et développé le lobbying américain à Bruxelles, il faut revenir sur le rôle des Etats-Unis dans la construction de l'Union Européenne, et plus particulièrement sur celui des institutions américaines à Bruxelles. Les Etats-Unis ont su déployer des mécanismes d'influence très efficaces pour la défense de leurs intérêts. Trois organisations ont notamment joué un rôle majeur dans l'adoption du Marché et de la monnaie unique : la table ronde des industriels européens (ERT : European Round Table), l'Unice (Confédération patronale européenne)¹ et l'AmCham (Comité européen de la Chambre de commerce américaine).

C'est dans les années 1970 que la Chambre de Commerce Américaine (AmCham EU) s'est discrètement installée à Bruxelles. Cette organisation regroupe les dirigeants de 145 des plus grosses entreprises américaines implantées en Europe. Grands conglomérats industriels, géants de l'internet, banques d'affaires, on citera parmi les plus présentes : Boeing, Procter & Gamble, Monsanto, McDonald's et General Motors. Alors que les législations douanières européennes étaient encore fortes, les dirigeants de l'AmCham ont rapidement compris tout l'intérêt qu'ils pourraient tirer de la création du grand marché européen, mettant alors en œuvre de multiples groupes de travail, mobilisant par domaine quelques 650 correspondants.

L'AmCham a alors fait intervenir d'autres groupes de pression pouvant faire valoir leur origine européenne. L'European Round Table (ERT), dont l'organisation est calquée sur les méthodes américaines, regroupe 45 patrons de grands groupes européens. Ce lobby créé en 1983 et qui jouit de pouvoir s'adresser directement aux membres de la Commission Européenne, s'est donné pour objectif de « *stimuler la compétitivité mondiale de l'industrie européenne* ». La première campagne de l'ERT a porté, à l'instigation de l'AmCham, sur le Marché unique. Selon les auteurs de l'étude « *Europe Inc.* », cette opération a été un succès, puisque le livre blanc sur le Marché unique est très proche du rapport « *Europe 1990: un agenda pour l'action* », élaboré par l'ERT. Les nombreuses actions menées par l'ERP lors de la construction européenne, mènent ces mêmes auteurs à la conclusion que l'Union Européenne est en grande partie « *une création américaine* ».

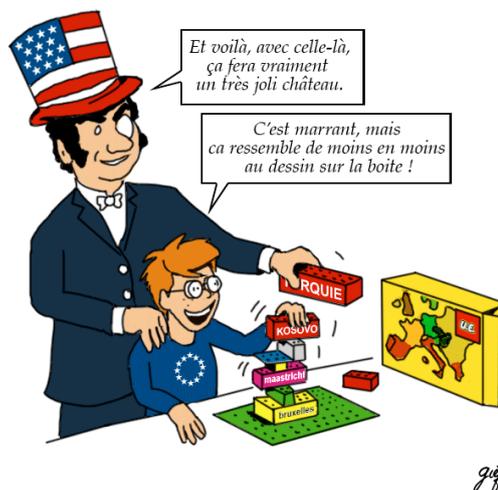
¹ Le 23 janvier 2007, l'UNICE a changé de nom pour s'appeler désormais BusinessEurope.

Si le lobbying est ancré dans les mentalités américaines, les lobbies américains ont dû adapter leurs pratiques à la place européenne, et apprendre à opérer en toute discrétion. Ceux qui ont tenté des approches « à l'Américaine » en ont fait les frais ; tel que General Electric, qui après avoir agressivement tenté d'influencer Bruxelles, a écopé d'une interdiction de sa fusion avec Honeywell en 2001. Les représentants d'intérêts américains en ont aujourd'hui tiré toutes les conséquences. Leurs équipes sont dorénavant constituées d'européens formés aux affaires publiques européennes, multilingues et pour qui les institutions de Bruxelles n'ont plus de secrets. L'exemple qui illustre à merveille la subtilité des stratagèmes mis en œuvres par les Etats-Unis pour influencer les décisions européennes est celui de l'ICCF (International Council for Capital Formation), où plutôt devrait-on dire ACCF (American Council for Capital Formation) ! Car la directrice générale de l'ICCF, Margo Thorning, est aussi vice-présidente et directrice financière de l'ACCF, et vient régulièrement de Washington revendiquer « la flexibilité croissante de la Commission Européenne au sujet des émissions de gaz à effets de serre ». L'ICCF n'est autre qu'un faux think-tank européen servant de société-écran aux adversaires du protocole de Kyoto.

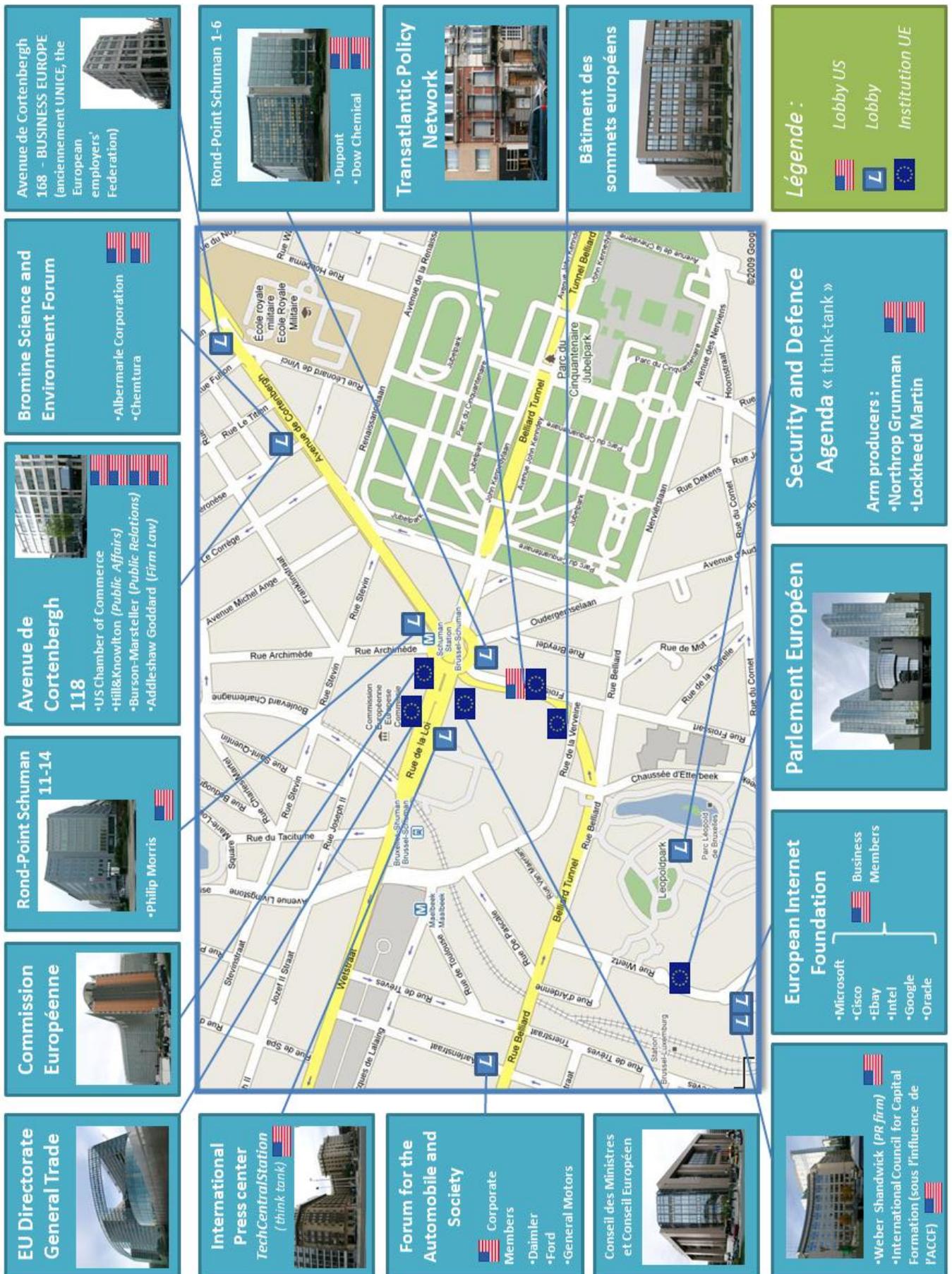
On peut expliquer le succès des lobbies US en Europe par l'efficacité de leur organisation. Et on comprend mieux la réactivité de ces lobbies lorsque l'on regarde de plus près leur implantation à Bruxelles, et leur incroyable proximité avec les institutions européennes (cf. cartographie en annexe). Mais l'atout majeur des lobbies américains reste sa remarquable capacité d'expertise sur des sujets pointus et variés, exploitant ainsi la faille du manque « d'expertise technique » des eurodéputés. A l'AmCham, une douzaine de comités spécialisés scrutent en permanence les propositions de législation. Dès qu'un projet risque d'affecter l'un ou l'autre des secteurs, des stratégies sont mises en place pour défendre leur position à tous les stades du processus décisionnel. Il est clair que les lobbies remplissent un rôle de conseil technique auprès de députés et de sénateurs, qui sont appelés à légiférer sur des problèmes nécessitant une connaissance approfondie des sujets. Mais les parlementaires ne sont pas toujours armés pour déjouer les manœuvres des lobbyistes. « L'autre jour, raconte le député européen William Abitbol, nous nous sommes rendu compte après coup que nous avons adopté sans le savoir un amendement Philips dans le domaine de l'automobile, auquel s'opposaient Renault et Peugeot. »

Et c'est bien là tout le problème, car comment garantir la démocratie au sein des processus législatifs et décisionnels de l'UE, alors que les positions officielles sont basées en grande partie sur des groupes défendant des intérêts particuliers, qui plus est dominés par le travail d'institutions américaines puissantes et organisées ? Ceci est d'autant plus inquiétant que la transparence des groupes d'experts qui conseillent la commission elle-même fait défaut. Les travaux de ces groupes, lorsqu'ils sont adoptés, deviennent des lois européennes, qui rappelons-le déterminent à 80% les lois nationales.

Or un rapport d'Alter EU sur la composition et la transparence des groupes d'experts, a révélé que dans deux tiers des cas la commission n'a pas été capable de délivrer des informations complètes les concernant. Et ce n'est pas tout, car cette étude révèle aussi que dans 64% des groupes d'experts étudiés, les intérêts d'entreprises particulières étaient surreprésentés alors que 25% apparaissaient comme totalement contrôlés par des intérêts d'entreprises ! Un problème d'autant plus troublant que les groupes d'influence agissent sur des sujets précis et sensibles (énergie, environnement, biotechnologies, santé). Mais le constat le plus inquiétant reste celui établi il y a près de 10 ans par l'Observatoire de l'Europe Industrielle : « Ces interventions ne se cantonnent pas à des domaines techniques, mais touchent aux grands choix politiques de l'Union européenne depuis vingt ans ! »



Annexe 1 : Cartographie des principaux lobbies américains et des institutions européennes à Bruxelles



Sources

- ✓ **L'EUROPE SOUS INFLUENCE DES LOBBIES** - *Philippe Cohen Emmanuel* - 04/12/ 2000
- ✓ **BRUXELLES – EUROPE EN CHIFFRES** – *Etude du Bureau de Liaison Bruxelles-Europe* – Oct 2008
- ✓ **EURACTIV.COM** - *Initiative sur la transparence* – 08/10/2005
- ✓ **EURACTIV.COM**-*Une étude d'EurActiv fait la lumière sur les stratégies de lobbying européen* – 08/04/2009
- ✓ **EURODUVILLAGE.EU** – *L'émergence d'une Bruxelles DC* – 14/04/2008
- ✓ **LE POST - INFOGUERRE** - *USA-Europe : guerre aux lobbies ?* -20/03/2009
- ✓ **ALTER-EU**–*A study on the composition and transparency of European Commission Expert Groups*–03/2008
- ✓ **EURACTIV.COM** - *What do EU Actors think of the European Transparency Initiative?*– Oct. 2008
- ✓ **ACIEL**- *Introduction au Lobbying communautaire ?*– Mars 2009
- ✓ **CORPORATE EUROPE OBSERVATORY**- *Lobbyplanet.pdf* – Juillet 2005
- ✓ **CORPORATE EUROPE OBSERVATORY**- <http://www.eulobbytours.org/index.html>
- ✓ **KNOWCKERS.ORG**- *La négation du réchauffement climatique au fil d'Exxon Mobil* – 26/03/08
- ✓ **LOBBY PLANET**- *Brussels the EU quarter*
- ✓ **WIKIPEDIA** – *Lobbying*
- ✓ **ILLUSTRATIONS :**
 - http://accel10.mettre-put-idata.over-blog.com/0/28/93/65/drapeau_europe_usa_alex_falco_chang.jpg
 - http://gief.fr/__oneclick_uploads/2008/02/ue.png